

L'invité

Politique économique 2010: du pain sur la planche



*Président
de la direction
d'economiesuisse

Pascal Gentinetta*

A l'aube de 2010, malgré des signaux encourageants bien des incertitudes demeurent et la Suisse doit rester sur le qui-vive quant aux risques considérables découlant des remèdes de cheval administrés pour combattre la crise: Le système financier mondial saura-t-il durablement se passer de ses béquilles étatiques sans virer à la surréglementation ni créer de distorsions entre places financières? Les liquidités excédentaires record observées pourront-elles être retirées au bon moment? Comment les États géreront-ils les dettes pharaoniques contractées avec les programmes de relance?

Les réformes fiscales doivent garantir notre compétitivité tout en augmentant en même temps l'acceptabilité de notre système au plan international

Voilà autant de défis internationaux sur lesquels la Suisse n'a qu'une prise limitée. A l'interne en revanche, la Suisse reste maîtresse de son destin et doit utiliser à bon escient les marges de manœuvre dont elle dispose pour renforcer sa position. En 2010, la Suisse aura donc à cœur, pour rester compétitive, d'agir aussi bien sur le plan externe qu'intérieur.

En politique économique extérieure, soyons offensifs et cherchons pour les grandes questions des alliés selon des collaborations d'un type nouveau.

Notre approche des relations extérieures doit être dynamique et à géométrie variable selon nos intérêts. La bonne mise en œuvre des accords bilatéraux avec l'UE va de soi, et leur élargissement sélectif sur certains dossiers d'intérêt commun, notamment dans le domaine des services financiers, doit être examiné avec la plus grande attention. Etendre notre réseau d'accords de libre-échange à d'autres pays et contribuer dans la mesure de nos

moyens au déblocage des accords de l'OMC sont autant d'objectifs complémentaires pour diversifier habilement nos partenariats économiques.

En politique de concurrence, osons l'ouverture des marchés. L'exemple postal est emblématique. Voilà un domaine où l'ouverture complète bénéficierait à la clientèle sans remettre en cause le service universel. Cependant, pour le moment une majorité politique préfère ouvrir le marché à reculons, voire cimenter le monopole conformément au projet voté par le Conseil des États. Notre économie a aussi besoin d'infrastructures solides là où la demande se fait le plus ressentir. Dans l'intérêt général et pour utiliser mieux encore nos deniers publics, il faut à l'avenir faire davantage fi des régionalismes à tous crins et fonder plus systématiquement les décisions de programmes routiers et ferroviaires sur des critères objectifs de rentabilité et de remplissage.

Dans la formation et la recherche, les mots-clés sont transparence, qualité et émulation. La transparence est nécessaire pour comparer les résultats de l'enseignement, favoriser l'émulation et renforcer le bagage des élèves. Au niveau tertiaire, les établissements doivent disposer d'une plus grande autonomie de fonctionnement, et viser la qualité. La nouvelle loi sur les hautes écoles est décevante à ce titre. Elle prône la concurrence, mais maintient une trop forte planification au-delà des filières coûteuses.

En matière d'énergie et d'environnement, il faut tabler sur la sécurité et le réalisme. L'approvisionnement électrique futur à un prix compétitif est un sujet de préoccupation pour notre industrie, qui ne peut l'imaginer sans

renouvellement de notre parc de centrales nucléaires. En politique climatique, le sommet de Copenhague n'a malheureusement abouti qu'à une déclaration d'intention. Nos entreprises sont prêtes à poursuivre leurs efforts, qui ont déjà permis à la Suisse de respecter jusqu'à présent de manière exemplaire ses engagements. Mais nos entreprises veulent que la loi sur le CO₂ fixe des objectifs réalistes ne les discriminant pas au plan international.

En ce qui concerne nos finances publiques, la rigueur jusqu'à présent payante reste de mise. Alors que beaucoup de nos voisins se sont surendettés par une plongée dans les chiffres rouges, notre pays a su cibler ses mesures conjoncturelles tout en respectant le frein à l'endettement. La Suisse doit cependant poursuivre l'effort en résorbant à temps les



déficits structurels dans le budget fédéral, notamment par le réexamen des tâches promis de longue date par le Conseil fédéral. Parallèlement, les réflexions doivent désormais porter aussi sur les assurances sociales. Un mécanisme similaire au frein à l'endettement permettrait de prévenir les dérives financières. Le 7 mars, le souverain aura l'occasion, en adaptant le taux de conversion aux réalités démographiques, de consolider le 2^e pilier de notre prévoyance vieillesse en permettant au système de garantir nos rentes sur une durée de vie rallongée.

En matière de politique fiscale le credo reste la préservation de nos atouts. En raison de la crise économique et des déficits creusés, la pression des pays à haute fiscalité subsistera. Nous aurons certes à défendre bec et ongles notre souveraineté dans différents dossiers fiscaux sur la base des règles élémentaires du droit international. Il faudra cependant avoir la vision d'entreprendre des réformes garantissant notre compétitivité tout en augmentant en même temps l'acceptabilité de notre système au plan international. Au plan interne, le peuple aura l'occasion de se prononcer sur l'initiative socialiste qui veut marquer un autogoal en limitant la concurrence fiscale intercantonale. Nous aurons l'occasion de contester les effets soi-disant négatifs de cette compétition et de rappeler, au contraire, ses effets positifs sur l'efficacité budgétaire, la modération fiscale et l'innovation.

Face aux risques de recrudescence régle-

mentaire il conviendra enfin de favoriser un juste milieu, là où il convient d'apporter des réponses ciblées. L'une des forces de notre économie réside précisément dans un droit des sociétés libéral et flexible. Economiesuisse mettra toute son énergie à combattre l'initiative Minder avec un contre-projet ciblé de qualité. Faut de quoi notre pays soumettrait la question des salaires à un carcan législatif contre-productif. Loin d'être sourde aux voix de ceux qui revendiquent une meilleure gouvernance dans ce domaine, economiesuisse a pris de longue date les devants en publiant, puis en révisant son code de conduite en la matière.

On le voit: les conséquences politiques de la crise économique mettront en 2010 certains atouts de la Suisse sur le gril, tant au plan interne qu'international. Pour poursuivre la voie du succès économique et continuer de figurer dans le peloton de tête dans le classement des pays les plus compétitifs de la planète, la Suisse a intérêt à maintenir le cap d'une politique économique pragmatique, faite de réformes échelonnées dans une direction claire, fondée sur la liberté d'entreprise et l'initiative privée. Sur le plan international, face aux grands états étatistes et aux pressions visant à miner nos atouts, la Suisse se doit de chercher des alliés et de défendre nos intérêts économiques stratégiques de manière résolue, comme le font les autres Etats, d'ailleurs. La poursuite du succès du modèle économique helvétique en dépend!